


4 villages sinon....

A la tv d'Etat azerbaïdjanaise est affichée en permanence la photo d'1 soldat armé devant un drapeau  avec cette légende menaçante : "plus que 2 jours. Si nos 4 villages ne sont pas rendus à temps..!"

Bakou réclame en effet désormais 4 villages du Tavush, en #Armenie.

Voilà plusieurs semaines que le ton azerbaïdjanais monte et que le dictateur milliardaire, Ilham Aliev, après avoir agressé militairement la Province arménienne autonome d'Artsakh (Haut-Karabakh) en 2020, 2022 et 2023 ou l'Arménie-souveraine-mais-pas-trop en 2021 et 2022, exige par la force la « restitution » discutable de villages arméniens qu'il considère azéris, situés au sein des frontières de 1991 allouées à la République d'Arménie, même auprès de la scène internationale ne se prononçant que rarement sur la question arménienne.

Pourtant, force est de constater qu'il y a bien une question arménienne puisque même Gabriel Attal, notre Premier ministre, s'est rendu au « dîner des Arméniens » représentés par le CCAF (Comité de Coordination des Arméniens de France) le mercredi 20 mars pour condamner (m)oralement les agissements de Bakou soutenu par Ankara, et de Moscou également soutenu par Ankara, dans les opérations militaires ayant permis le nettoyage ethnique de plus 100 000 Arméniens en quatre ans. L'ambassadeur russe, également présent, est alors sorti de table pour mettre en scène sa colère et sa force de représailles tant à l'égard de la France que de l'Arménie.

Épiphénomène diplomatique ? Nous ne saurons... Toujours est-il que moins de 3 jours plus tard, l'Azerbaïdjan peut menacer sans complexe une République souveraine phagocytée depuis 4 ans par Aliev, son armée, ses mercenaires djihadistes formés en Turquie, avec le consentement russe tandis que le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, est pressé par le Kremlin comme par

l'Occident à signer une paix impliquant de concéder chaque jour un peu plus de km à l'agresseur.

Détail géographique ? C'est bien la première fois qu'un Etat souverain peut disparaître de la carte du monde et que l'attentisme de la majeure partie de la scène internationale laisse à penser que ce n'est pas grave ou au contraire que c'est tellement si grave que s'en mêler pourrait conduire l'ordre précaire de ce monde, en proie à la crise ukrainienne et à celle du Moyen-Orient, au-devant d'un conflit mondial ingérable.

Alors on arrondit les angles, les frontières, à la défaveur de l'Etat le plus juste mais aussi le plus démuni, on Gazaïse un État officiel, car comme le disait Hitler : « qui se souvient des Arméniens ? »

Que croupissent les prisonniers de guerre arméniens dans les geôles de Bakou, qu'on érige des camps de concentration pour civils arméniens en Azerbaïdjan, qu'on leur coupe la tête, qu'on arrache leurs yeux, qu'on les crucifie, qu'on les déplace, pour ne pas dire qu'on les déporte, qu'on poursuive ainsi puisque l'impunité fut, est, et sera.

Toutefois, effacer de la géographie est une chose, effacer de l'histoire en est une autre. Il ne faut pas « sauver les Arméniens » de Jaurès. Il faut sauver l'honneur, celui des États de droits, celui des médias soumis à la charte de Munich et à la déontologie journalistique.

Il fut un temps où la presse écrivait le brouillon de l'Histoire. Il est à nouveau temps.

Taline Kortian pour Armaras.

photo : D.R.